

# Un nouveau site Internet permet de déposer des pétitions locales

**Une plate-forme créée en Suisse alémanique permet de lancer des propositions pour sa commune**

Caroline Zuercher

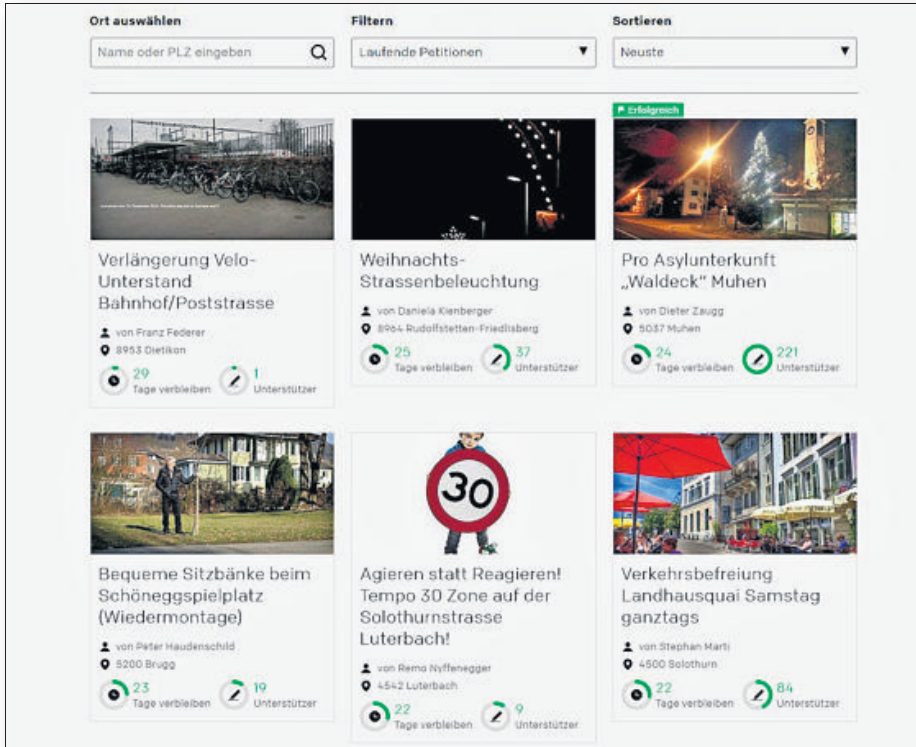
«Je souhaite que la Commune installe des lumières de Noël dans la rue principale», écrit une habitante de Rudolfstetten (AG) sur le site [petitio.ch](http://petitio.ch). Depuis début décembre, cette plate-forme permet de lancer des pétitions au niveau local. Avec un engouement prouvant que l'intérêt pour la chose publique existe toujours: une soixantaine de propositions ont déjà été déposées. Malheureusement pour ceux qui les lancent, leur succès est parfois limité... L'idée d'égayer Rudolfstetten, par exemple, comptabilisait hier soir trente-sept soutiens.

Ce projet est géré par huit journaux régionaux du nord-ouest de la Suisse, appartenant au groupe alémanique AZ Medien. Il s'étend sur 422 communes des cantons d'Argovie, des deux Bâles, de Soleure et de Zurich. Les pétitionnaires doivent être des personnes (et non des groupes) et s'identifier. Selon Rolf Cavalli, responsable médias digitaux chez AZ Medien, ce sont aussi bien des gens actifs en politique ou dans la vie locale que des citoyens «normaux».

But: intégrer ces personnes dans le processus décisionnel. Un passage par le nouveau site nous informe déjà des préoccupations des citoyens-internautes. Les transports se taillent la part du lion, avec des demandes pour ou contre des zones 30, pour changer la durée d'un feu, instaurer ici un système de recherche de place de parc, sécuriser là un chemin d'écoliers ou adapter les horaires de bus à ceux des trains.

Petits et grands soucis du quotidien trouvent leur place - la vétusté des installations sportives et d'une place de jeu ou le manque de bancs confortables. Vue d'en bas, l'actualité nationale s'invite aussi dans les débats avec des pétitions contre le bruit des avions (dont l'une compte 407 paragraphes) ou la fermeture d'un bureau de poste, pour un centre d'hébergement à Waldeck ou l'installation de panneaux solaires dans telle ou telle commune.

Parmi les «hits» du premier mois, deux jeunes filles demandent l'abrogation de la loi prévoyant qu'à la fin de la scolarité,



Les transports et l'aménagement urbain sont les premières préoccupations des citoyens internautes, sur ce site réalisé en Suisse alémanique. [PETITIO.CH](http://PETITIO.CH)

les élèves doivent avoir une note suffisante aussi bien en maths qu'en allemand pour poursuivre leurs études. Elles souhaitent que leur Commune porte l'affaire au niveau cantonal et ont été suivies par 237 personnes. Joli succès également pour ces jeunes qui souhaitent que les clubs d'Aarau restent ouverts jusqu'à 6 heures du matin (228 paragraphes).

**Lettre aux autorités**

Ces appels seront-ils entendus? Les journalistes pourront présenter les plus intéressants dans leurs colonnes. Et si une pétition atteint un nombre minimum de signatures après trente jours (ce seuil varie selon la commune), une lettre sera envoyée aux autorités. Celles-ci seront invitées à répondre. Pour l'instant, elles ont surtout craint que le projet ne soit noyauté par les querulents. «Nous avons refusé deux ou trois pétitions, mais parce qu'elles ne traitaient pas d'une question locale. Il n'y a pas eu de message insultant», assure Rolf Cavalli. Chez AZ Media, on songe désormais à étendre le projet aux affaires cantonales. Et puis, d'autres journaux alémaniques ont signalé leur intérêt.

## Spécialistes intéressés

● Pour le sociologue romand Sami Coll, qui enseigne actuellement à l'Université de Montréal, ce projet est «une expérience démocratique»: «Au XIXe siècle, le philosophe Alexis de Tocqueville estimait que la société civile devait représenter un contre-pouvoir. Aujourd'hui, les médias sociaux, en enrichissant la société civile, permettent peut-être d'aider à réaliser ce vieux rêve.» Qu'elles soient locales ou internationales, les pétitions online peuvent augmenter la pression sur les politiques. Elles servent aussi de laboratoire d'idées... Qui sait, des citoyens penseront peut-être à des solutions qui n'avaient pas été envisagées?

Les assemblées de commune (délibératif dans les petites localités) n'attirent pas plus de 10% des habitants. Uwe Serdült, politologue au Centre pour la démocratie, en Argovie, note toutefois que s'ils ont peu de liens avec les structures politiques, les gens s'intéressent aux questions qui les concernent. Ils peuvent alors se mobiliser - surtout si cela passe par Internet. «Le simple fait qu'il y a déjà pas

mal de pétitions sur ce site démontre qu'il s'agit d'un besoin.» Et de préciser que cette plate-forme a une particularité: les journaux qui la gèrent peuvent confronter les autorités aux propositions.

Cette opération peut-elle encourager la participation politique? «La e-démocratie suscite souvent cet espoir, répond Sami Coll. D'un autre côté, certaines personnes redoutent qu'avec Internet, la politique ne soit plus prise au sérieux, qu'elle se résume à appuyer sur des boutons.» Le sociologue ajoute que les choses ne se font pas toutes seules. «Si le but est par exemple d'encourager les citoyens à participer aux assemblées de commune, il faudra bien leur dire à un moment de se déplacer... Or, cet engagement prend davantage de temps que quelques clics.»

Uwe Serdült, lui, relève que ce sont un peu toujours les mêmes personnes qui participent aux assemblées communales. «Un tel site donne à la majorité silencieuse la possibilité de se faire entendre», conclut-il. **C.Z.**

PUBLICITÉ

tl

Sur la route ou sur les rails, les tl vous accompagnent dans tous vos déplacements. Joyeuses fêtes et